

<http://ugtg.org/spip.php?article2722>



Le Bouclier Qualité Prix demeure une ARNAQUE

- Expressions - Tracts -



Date de mise en lignemardi 15 octobre 2024

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



NewMODEL_DOC collectif_lkp NewMODEL_DOC

collectif_lkp

Mettre du rouge à lèvres à un cochon, i ké toujou rété on cochon :

Contrôle des prix ou pas : Le Bouclier Qualité Prix demeure une ARNAQUE

Septembre 2024, le sous-préfet, accompagné par la presse et les inspecteurs de la répression des fraudes, était filmé dans un supermarché faisant ses courses. Il s'agissait d'un contrôle des prix du fameux Bouclier Qualité Prix. Trois semaines après, c'est par un communiqué que les services de l'Etat rendaient compte de cette opération publicitaire : « En ce mois de septembre 2024, les 22 établissements signataires du BQP ont été contrôlés par la DEETS. Les résultats de ces contrôles montrent que le dispositif est relativement bien respecté par les magasins engagés dans le bouclier qualité prix ». Et de conclure : Ce dispositif participe à la lutte contre la vie chère car en dépit de l'inflation, le BQP assure en Guadeloupe un prix stable depuis 2022 sur un ensemble de produits alimentaires et de première nécessité. L'État va continuer à veiller à la bonne application du BQP.

MANTI A YO : Contrôle des Prix ou pas, le BQP demeure une ARNAQUE qui sert trois objectifs :

- ▶ Donner un caractère légal à la pwofitasyon sur les prix ;
- ▶ Servir de propagande publicitaire aux importateurs distributeurs ;
- ▶ Faire croire aux ménages guadeloupéens que l'État s'attaque à la vie chère.

Sonjé sa ki pasé !

Ø Acte 1 : Loi JEGO (LODEOM) du 27 mai 2009 - SOUTIEN AU POUVOIR D'ACHAT en application du protocole d'Accord LKP du 04 mars 2009 relatif à l'encadrement des prix des produits de première nécessité. Cela concerne des milliers de familles de produits dont les prix seront dorénavant encadrés.

Ø Acte 2 : Le décret d'application ne verra jamais le jour, JEGO sera remplacé par Mme PENCHARD qui nous lancera à la figure : « Jamais, le gouvernement n'appliquera cet accord car il reviendrait à modifier les rapports entre la France et la Guadeloupe ».

Ø Acte 3 : En 2012, La loi LUREL abroge les dispositions de la loi JEGO et met en place cette arnaque qu'est le Bouclier Qualité Prix.

Le BQP est un outil au service des pwofitan leur permettant de maintenir voire d'accroître leurs marges. C'est le Préfet qui mène des « pseudo négociations » avec les représentants de l'import distribution. Les associations de consommateurs et les syndicats ouvriers, pourtant membres de l'observatoire des prix, sont exclus.

Exclusion organisée par LUREL, soutenue par les parlementaires, élus, etc ..., de Guadeloupe aux ordres de la grande distribution, ayant pour but de ne jamais mettre sur la table la question essentielle : celle des marges abusives pratiquées en Guadeloupe. Et pourtant, ces marges sont faciles à évaluer à partir des déclarations d'importation aux services des douanes.

En réalité, les importateurs distributeurs n'accordent rien du tout car ils n'ont aucune obligation de communiquer le moindre document comptable sur leurs marges, ni sur les produits qu'ils vendent le plus ou sur ceux sur lesquels ils

réalisent leurs plus fortes marges.

Dans un rapport d'octobre 2009, l'Autorité de la concurrence, précisait déjà que ce ne sont ni les frais de transport, ni les taxes et autres coûts du carburant qui sont à l'origine de la vie chère mais bien l'application de marges exorbitantes par les importateurs distributeurs.

ET LES RÉOLUTIONS DES CIOM ET LES PRÉCONISATIONS DU CONGRÈS DES ÉLUS ?

Les résolutions de tous les CIOM, tout comme les préconisations du fameux congrès des élus au même titre que le zoban de Lurel déterré par Chalus ne rivalisent aucunement avec les engagements validés de l'Accord LKP du 04 Mars 2009, pourtant âgés de 14 ans.

S'il y a une réelle volonté d'oeuvrer, comme l'Etat et les élus le prétendent, pour le développement politique, économique et social, pour la formation et l'insertion des jeunes, pour l'amélioration des conditions de vie et d'existence des travailleurs, des jeunes, des chômeurs, des personnes âgées, des personnes handicapées, etc, pour l'accès au service public, à l'eau potable, à la santé, pour la souveraineté alimentaire, pour la baisse des prix des produits et du carburant, pour la défense de l'environnement, pour la culture, l'éducation et la recherche,

Alors :

ACTUALISONS ET APPLIQUONS REELLEMENT LES ACCORDS BINO ET LKP DES 26 FEVRIER ET 04 MARS 2009.

Evidemment, là n'est pas leur volonté car appliquer ces accords, véritable projet de société, qui présentent de réelles avancées pour les travailleurs et le Peuple de Guadeloupe dans tous les domaines, posera inéluctablement la question de l'accès à la pleine souveraineté, la mise en place de nouveaux rapports sociaux, la fin de l'économie de plantation,

LA LUTTE CONTRE LA PWOFITASYON NE PEUT SE RESUMER A LA BAISSSE DES PRIX D'UN KILO DE RIZ, DE PATE OU DE FARINE IMPORTE, NI PAR UN JEU D'ECRITURE DE TAUX DE TVA OU D'OCTROI DE MER.

Une lecture du préambule de l'Accord BINO du 26 mars 2009, s'impose pour comprendre les vrais enjeux et la hauteur des réponses à apporter :

- ▶ Considérant que la situation économique et sociale actuelle existant en Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation. Considérant que cette économie s'appuie sur des rentes de situation de monopole, des abus de positions dominantes qui génèrent des injustices.
- ▶ Considérant que ces injustices touchent aussi bien les travailleurs, que les acteurs économiques endogènes.
- ▶ Considérant que ce sont autant d'obstacles au développement économique endogène et à l'épanouissement social.
- ▶ Considérant la nécessité de faire tomber tous ces obstacles en instaurant un ordre économique nouveau prônant une revalorisation du travail de chacun (chefs d'entreprise et salariés) et promouvant de nouveaux rapports sociaux.
- ▶ Considérant que les parties conviennent à ce titre de la nécessité d'une revalorisation substantielle du pouvoir d'achat par un relèvement des bas salaires selon les modalités qui suivent.

Ce combat nécessite de s'ATTAQUER réellement à la racine du mal, aux fondements de la PWOFITASYON, à savoir : la DOMINATION COLONIALE et CAPITALISTE.

Il nous faut donc MENER UNE LUTTE ACHARNEE dans le cadre d'une VERITABLE MOBILISATION DE MASSE, CONTRE la DOMINATION COLONIALE et CAPITALISTE, POUR la transformation politique, économique et sociale

Le Bouclier Qualité Prix demeure une ARNAQUE

de notre pays, POUR l'émergence d'une société plus juste et plus équitable,
POUR une NATION LIBRE ET SOUVERAINE, débarrassée de la PWOFITASYON.

LKP PARÉ POU SA !

KON MASOTO, IGNAS, PALEWM PRAN CHIMEN A LALIT POU LIBÉRASYON SOSYAL É NASYONAL A
TRAVAYÉ É PÈP GWADLOUP !
GWADLOUP SÉ TAN NOU !!

Lapwent, 07.10.2024